

Le prolétaire

bimensuel

parti communiste international (programme communiste)

CE QUI DISTINGUE NOTRE PARTI : La revendication de la ligne qui va de Marx à Lénine, à la fondation de l'Internationale Communiste et du Parti Communiste d'Italie (Livourne, 1921); la lutte de la Gauche Communiste contre la dégénérescence de l'Internationale, contre la théorie du « socialisme dans un seul pays » et la contre-révolution stalinienne; le refus des Front populaires et des blocs de la Résistance; la tâche difficile de restauration de la doctrine et de l'organisation révolutionnaires, en liaison avec la classe ouvrière, contre la politique personnelle et électoraliste.

Correspondance :
20, rue Jean-Bouton - 75012 Paris
Versements :
Chèque bancaire ou
C.C.P. 2.202-22 Marseille

Abonnements :
1 an : 30 F (300 FB)
6 mois : 15 F (150 FB)
pli fermé : 44 F et 23 F
« programme communiste »
1 an : 32 F (320 FB)

13^e ANNEE - N° 222
LE NUMERO : 1,50 FF
15 FB - 1 FS
du 12 au 25 juin 1976

Le « respect de l'équilibre européen », formule de la contre-révolution

Une divinité émerge de la succession saccadée des événements politiques et sociaux et de leur confusion, pour servir de point de mire aux tenants de l'ordre établi : l'« équilibre européen ». C'est en son nom que l'on est pour ou contre la loi-programme militaire en France; c'est en son nom que l'on se prononce pour ou contre un gouvernement à participation communiste en Italie.

Mais d'où vient cet « équilibre européen »? Il est en réalité le produit du partage contre-révolutionnaire de l'Europe par les vainqueurs du second conflit impérialiste, partage dont les frontières passent au cœur de l'Allemagne elle-même en séparant ses membres et en concentrant sur eux une terrible pression militaire. Cet « équilibre européen » est un produit — et en même temps un pilier — de l'« équilibre mondial », fondé sur la Sainte Alliance de l'huissier-gendarme américain et de son servile compère russe. Quelles qu'aient été depuis trente ans, les tendances centrifuges dans l'un ou l'autre bloc impérialiste, où chaque leader laisse à l'autre, par-dessus le rideau de fer, les mains libres pour tenir et contenir son troupeau éduqué dans la peur du camp adverse, le condominium fonctionne, inchangé, en même fil relie Yalta et Potsdam à Prague 47 ou Budapest 56, à Prague 68 et enfin à Lisbonne et Helsinki 75.

Si l'on s'en tient au camp occidental, quelles sont les bourgeoisies capables de troubler l'ordre impérialiste en vigueur?

La bourgeoisie anglaise? Mais son déclin irrémédiable l'a déjà poussée à vendre à Washington sa puissance mondiale pour une rente; et cette rente aujourd'hui mangée par la crise incurable, elle n'a plus d'autre issue que de se vendre corps et âme à son protecteur, transformant le pays en une véritable semi-colonie.

La bourgeoisie française a marqué pour sa part une nette tendance à l'autonomie, tendance dont le gaullisme est l'expression politique. Une des raisons en est la résistance à la liquidation de l'empire colonial; et, après l'Indochine, après Suez 1956, après l'Algérie, il reste encore l'emprise directe ou indirecte sur une bonne partie de l'Afrique noire, et les intérêts puissants en Méditerranée, sans parler du reste.

La revendication du gaullisme a été la « détente Est-Ouest » où puisse se desserrer l'étau qui meurtrit l'Europe, en même temps que le Marché Commun devait permettre la reconversion du capitalisme français privé de ses joyaux coloniaux : deux revendications qui convergeaient avec les besoins de l'Allemagne d'Adenauer et qui furent donc la base de la « réconciliation ». Mais ces nouvelles amours n'ont pas fait oublier à l'impérialisme français le besoin de se donner un atout décisif pour discuter avec son flirt : la bombe atomique, qui lui donne un argument contre le réarmement trop grand de son voisin et surtout contre toute tentative de revenir sur la frontière Oder-Neiss et la division de l'Allemagne. Bref la « réconciliation » avait comme limite la reconnaissance pour l'Allemagne

de son infériorité éternelle, militaire et politique.

Voici la deuxième raison de la tendance française à l'autonomie : la volonté de « convaincre » l'Amérique de maintenir le rapport entre la France et l'Allemagne en faveur de la première, et la possibilité de négocier contre sa voisine une alliance de revers avec la puissance qui a le plus formidable intérêt au maintien de la situation existante, la Russie.

Mais voilà : d'où vient la meilleure garantie de la division de l'Allemagne et du statu quo sinon de l'exécre condominium des deux super-grands? Autant dire que les limites de la politique extérieure française, sur le simple plan militaire, sont vite atteintes : elles réduisent la fameuse « autonomie » à une déclaration théâtrale sur l'indépendance et, sur le plan pratique, à une tentative de se ménager un atout dans les marchandages : il s'agit de se vendre au meilleur prix.

C'est donc la volonté de faire face à un risque de bouleversement futur de l'équilibre européen provoqué par l'Allemagne — ou plutôt par la poudrière centre-européenne dont l'Allemagne est le cœur — qui dicte la conduite de la bourgeoisie française et qui fait du capitalisme allemand, à long terme, un facteur important de remise en cause de l'ordre impérialiste actuel. Mais il n'est pas le seul. Dans l'immédiat, un autre danger retient l'attention non seulement des super-grands, mais aussi des impérialismes français et allemand : il ne vient pas de la ligne Est-Ouest mais de la ligne Nord-Sud.

Il y a les graves bouleversements qui s'opèrent en Afrique sous la poussée de la deuxième vague anti-impérialiste; il y a la zone turbulente du Moyen-Orient où la moindre réaction des masses arabes à la fantastique concentration de moyens de pression et d'oppression qui les accable remet en cause à chaque instant tous les équilibres existants; mais il y a aussi, plus près de nous, toute l'Europe du Sud, l'Europe du capitalisme déjà vieux mais périphérique et faible, où les crises bourgeoises font entrer toute la société en résonance sinistre : il y a la Méditerranée occidentale, le Portugal, l'Espagne et l'Italie, où la combativité ouvrière risque de déferler par les brèches ainsi ouvertes et la Méditerranée orientale, avec la Grèce et la Turquie, où les luttes politiques aiguës se doublent de conflits nationaux menaçant les équilibres militaires.

Ici, Moscou et Washington ont bien rappelé leur désir de faire respecter le statu quo, coûte que coûte. Mais la bourgeoisie euro-

péenne qui s'y connaît en alliance de la répression et du mensonge sait que, dans son domaine, l'Amérique doit se garder d'inter-

DANS CE NUMERO

- Le but final du mouvement communiste (4).
- La C.F.D.T. en marge du 37^e congrès : (2) la politique de l'« opposition ».
- Les luttes dans les petites entreprises.
- Les grèves de La Rochelle.
- En Algérie, sur la « charte nationale » : un tract du parti.

venir directement. Mieux vaut utiliser la méthode indirecte, mieux vaut laisser passer la vague en la contenant et en préparant la restauration pratique des positions antérieures après qu'elle soit passée : voyez le Portugal, où les diplomates conjugués de l'Allemagne et de la France aidées par la musique caractéristique des espèces sonnantes et trébuchantes ont permis pour l'instant de passer le mauvais cap. Sinon il reste la force, mais là aussi, il vaut mieux éviter que l'Amérique ne se mouille.

Sur ce terrain convergent les intérêts non seulement des super-grands mais des impérialismes français et allemand. C'est la nouvelle alliance du mark social- (Suite page 4.)

L'« extrême gauche » et les élections en Italie Spontanéiste et réformiste, Democrazia Proletaria

Comme on sait, les organisations d'« extrême-gauche » P.D.U.P. (Partito D'Unità Proletaria), A.O. (Avanguardia Operaia) et L.C. (Lotta Continua) viennent de se regrouper sous le nom de « Democrazia Proletaria » en vue des prochaines élections en Italie, et les deux dernières organisations envisagent même de se regrouper pour constituer le parti révolutionnaire.

Disons tout de suite que ce qui est symptomatique dans ce projet c'est que le regroupement se fait sur la base d'un programme de gouvernement et donc d'après la façon dont ces mouvements pensent que l'on peut et doit gérer la société actuelle. Finies donc les discussions autour du parlementarisme, de l'antiparlementarisme, etc., ce qui compte pour les « extraparlementaires », c'est le... futur gouvernement et, comme il est exclu que le nouveau groupe obtienne la majorité au Parlement il lui faut aussi prévoir des alliances parlementaires sur la base d'un programme de gouvernement négociable. Rien d'étonnant donc si les « révolutionnaires » nouveau style et les réformistes traditionnels vont à la rencontre l'un de l'autre; ils se situent sur le même terrain, celui de la participation à un gouvernement bourgeois (bourgeois non pas à cause de sa composition sociale mais parce qu'il est le gouvernement de la société bourgeoise).

Naturellement, les groupes qui composent la D.P. se défendent d'être des réformistes.

Leur première idée c'est que si l'on fait ce qu'il faut et si on le fait bien, on peut obliger l'opportunisme à aller plus loin qu'il ne veut. C'est la théorie des « engagements ». On sait ce qu'elle vaut. « L'aile opportuniste de la social-démocratie », écrivait Lénine en 1905, est toujours encline à « exercer une pression » sur la démocratie bourgeoise en lui faisant PRENDRE DES ENGAGEMENTS [...]. La théorie des « engagements à faire prendre », la fameuse théorie du PAPIER DE

TOURNESOL formulée par Starover, est d'une naïveté sans borne et ne peut que semer la confusion dans l'esprit du prolétariat et le démoraliser. (A la remorque de la bourgeoisie..., tome 9, p. 224.)

La deuxième idée c'est que l'on n'est plus réformiste à partir du moment où les réformes sont appuyées par la base, à partir du moment où elles sont « populaires » (ce qui en plus élimine le danger de « bureaucratisme »). C'est ainsi que L.C., dans le « programme » qu'elle a publié dans son journal (23-24 mai), explique que s'il est vrai que le gouvernement n'est pas l'Etat et qu'un gouvernement, même de gauche et très avancé (!) — qui est le gouvernement pour lequel nous luttons — ne pourra jamais satisfaire entièrement les intérêts des travailleurs, il n'en reste pas moins que ce gouvernement de réformistes « peut et doit être un instrument important dans la construction du pouvoir populaire : il peut et doit appuyer le programme, les luttes et le développement de l'organisation prolétarienne; il peut et doit servir à désorganiser les rangs de l'adversaire de classe ». Au réformisme par en haut du P.C. on oppose, à la façon chilienne ou portugaise, le réformisme par en haut et par en bas, le « pouvoir populaire » qui doit contrôler l'Etat (A.O. dit même qu'il faut appliquer, en l'amendant çà et là, la Constitution républicaine actuelle). Encore une fois il ne s'agit pas, si on est révolutionnaire, de contrôler et de trans-

(Suite page 3.)

La CFDT, en marge du 37^e Congrès

Nous avons essayé de broser dans le dernier numéro de ce journal un tableau rapide de l'orientation politique générale de la direction confédérale de la C.F.D.T. Mais il y a dans cette organisation une « opposition » autour de laquelle on fait beaucoup de bruit et qui obtient, selon les cas, entre 30 et 40 % des suffrages. Pour donner une idée plus juste de la capacité de cette « opposition » à s'opposer à la direction, rappelons seulement que Maire a été élu avec 90 % des suffrages au secrétariat général! Ceci dit, quelle est l'orientation générale qui se dégage du magma de cette opposition, sans entrer pour cette fois dans la question pourtant importante des revendications et des méthodes de lutte?

2 - La politique de l'« opposition »

Il faut d'abord remarquer que cette opposition prend sa source dans la période de préparation du 36^e congrès (1973). On parle alors de Gauche Syndicale. Celle-ci est essentiellement regroupée dans les fédérations P.T.T., Santé, Hacuitex, Bâtiments, Services et Banques. Cette « Gauche Syndicale » s'était rassemblée au 36^e congrès pour affirmer que la transition (au socialisme) ne pouvait commencer avant la prise du pouvoir politique (sans pour autant préciser comment elle envisageait la prise du pouvoir, c'est dire qu'elle était loin de se démarquer des illusions électoralistes et pacifistes, bien au contraire). Ainsi en février 1973, à la veille du 36^e congrès, les fédérations P.T.T., Hacuitex et Services déclaraient : « Peut-on parvenir au socialisme

autogéré par la voie de réformes successives imposées par la lutte à ceux qui détiennent le pouvoir économique et politique? A cette question, l'expression confédérale dominante répond que le passage au socialisme se conçoit comme un processus qui commence aujourd'hui notamment par la remise en cause de l'idéologie capitaliste et des rapports sociaux que le système entretient. Ceci l'amène par exemple, à parler de pratiques autogestionnaires DES AUJOURD'HUI alors que pour nous il ne peut s'agir que de sensibilisation à la nécessité d'autogestion. [...] C'est à partir des luttes et des analyses qu'elles provoquent que pourra se constituer la réunion d'un mouvement de masse en vue de la conquête du pouvoir politique par la classe ouvrière. [...]

La notion « d'objectifs intermédiaires » telle qu'elle est souvent avancée dans la confédération laisse entendre que l'on avance progressivement vers le socialisme. On risque, par ce fait, consciemment ou non, de tomber dans l'illusion réformiste ». En réalité, cette opposition reprenait entièrement à son compte la stratégie autogestionnaire (et restait donc sur un terrain fondamentalement opportuniste). Par là, cette opposition se contentait de montrer la nécessité de relier cette perspective à la question de la prise du pouvoir (conçue évidemment de façon floue) et de soumettre l'action revendicatrice à cette échéance.

Cependant l'opération des « Assises pour le socialisme », et le débat sur les rapports entre parti et syndicats qu'elle provoque, va faire éclater cette « gauche syndicale » (Suite page 2.)

